



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
34 avenue Maunoury  
BP 60723  
41007 Blois Cedex

Blois, le 17/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LAMBERT TRANSPORTS ET TRAVAUX PUBLICS**

Le Champ du Perray  
BP 51  
72120 Conflans-sur-Anille

Références : VAT 2024 0375 et 2024/555  
Code AIOT : 0010009103

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2024 dans l'établissement LAMBERT TRANSPORTS ET TRAVAUX PUBLICS implanté La Lorrière 41360 Savigny-sur-Braye. L'inspection a été annoncée le 28/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAMBERT TRANSPORTS ET TRAVAUX PUBLICS
- La Lorrière 41360 Savigny-sur-Braye
- Code AIOT : 0010009103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de sables crayeux est situé au lieu-dit " La Lorrière " sur le territoire de la commune de Savigny-sur Bray (41). Le site depuis son autorisation en 2019 n'a pas accueilli de remblais.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Période Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 1.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Chapitre 1.6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Établissement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 1.6.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 1.7.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Bornage	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 2.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
6	Décapage des terrains	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 2.3.2	Susceptible de suites	Sans objet
7	Extraction	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 2.3.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
8	Remise en état coordonnée	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 2.4.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
9	Entretien des engins	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 7.4.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 9.2.1.1	Susceptible de suites	Sans objet
11	Auto surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 9.2.2	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	souterraines			
12	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 9.2.4	Susceptible de suites	Sans objet
13	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 9.4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats sont détaillés dans les fiches de visites ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Chapitre 1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées. L'exploitation est menée en 5 périodes quinquennales.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, lors de la dernière inspection effectuée le 22 novembre 2023, cette prescription a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 29 février 2024. L'exploitant avait deux mois pour régulariser la situation.</p> <p>Par courrier du 26 avril 2024, l'exploitant a transmis les valeurs S1, S2 et S3 calculées par le géomètre et également un plan où les superficies sont identifiées.</p> <p><b>Constats :</b> Compte tenu des actions entreprises par l'exploitant, l'inspection a constaté le respect de la prescription de cet article en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du</p>

29 février 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 2 : Période Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article 1.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, valeurs S1-S2-S3
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitation est menée en 5 périodes quinquennales <i>Voir tableau dans l'AP</i> [...] Les superdicies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.[...]
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que suite aux valeurs transmises par le géomètre, la valeur S1 est supérieure à la valeur autorisée. Les valeurs S2 et S3 sont conforme à l'arrêté préfectoral. Le calcul des garanties financières pour établir le nouvel acte de cautionnement a été effectué avec les réelles valeurs S1, S2 et S3. Les garanties financières sont donc suffisantes.  L'exploitant indique que suite aux phasages, la piste d'accès à la zone d'extraction va être remblayée et forcément réduite. Il indique que les travaux ont déjà débuté pour réduire la surface S1. L'exploitant indique que d'ici fin 2024, la surface S1 devra être conforme à l'arrêté ou dans le cas contraire, l'exploitant s'engage à déposer un porter à connaissance afin de modifier les valeurs S1, S2 et S3 de son arrêté préfectoral.  <b>Constats :</b> L'exploitant devra justifier du respect des valeurs S1, S2 et S3 d'ici trois mois ou dans le cas contraire, l'exploitant devra transmettre un porter à connaissance afin d'actualiser les valeurs.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Établissement des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 1.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actualisation des garanties financières
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants : • tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 base 2010 ; • sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01 base 2010, et ce dans les six mois qui suivent ces variations</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, lors de la dernière inspection effectuée le 22 novembre 2023, cette prescription a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 29 février 2024. L'exploitant avait deux mois pour régulariser la situation et transmettre les documents.</p> <p>L'acte de cautionnement établi par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel d'Anjou et du Maine, a une validité du 30/05/2024 au 18/06/2029. L'exploitant a transmis l'acte actualisant les garanties financières en fonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du dernier TP01</li> <li>• et des valeurs S1, S2 et S3 calculées par le géomètre.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Compte tenu des actions entreprises par l'exploitant, l'inspection a constaté le respect de la prescription de cet article en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 29 février 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>/</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 4 :** Porter à connaissance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 1.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Porter à connaissance
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p>

- lors de la visite d'inspection du 22/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

Pour rappel, lors de la dernière inspection effectuée le 22 novembre 2023, cette prescription a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 29 février 2024. L'exploitant avait deux mois pour régulariser la situation et transmettre les documents.

Par courrier du 26 avril 2024, l'exploitant a indiqué avoir évacué l'ensemble des graviers et des blocs béton du site.

Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence des matériaux sur le carreau de la carrière. L'inspection a rappelé à l'exploitant que toute modification apportée doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats : Compte tenu des actions entreprises par l'exploitant, l'inspection a constaté le respect de la prescription de cet article en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 29 février 2024.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

/

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 5 : Bornage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 2.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bornage

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

<p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : • des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, • le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, lors de la dernière inspection effectuée le 22 novembre 2023, cette prescription a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 29 février 2024. L'exploitant avait deux mois pour régulariser la situation et transmettre les documents.</p> <p>Il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas mis en place de borne de nivellement alors qu'il avait extrait en dessous de la cote autorisée.Par courrier du 22 mars 2024, l'exploitant a mis en place 1 borne de nivellement au bout du chemin d'accès pour la piste puis une au niveau de l'entrée du site et 3 dans le carreau de la carrière. Lors de l'inspection, il a été constaté la mise en place de ces bornes.</p> <p><b>Constats : Compte tenu des actions entreprises par l'exploitant, l'inspection a constaté le respect de la prescription de cet article en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 29 février 2024.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>/</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

#### N° 6 : Décapage des terrains

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 2.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Décapage des terrains</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Aucune extraction ne doit avoir lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation et ne doit pas dépasser 2 ha. Le décapage des terrains est interdit du mois de mars au mois de juillet. Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin de lui conserver ses qualités agronomiques.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Lors de la dernière inspection, il était difficile de vérifier que le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation et ne doit pas dépasser 2 ha.

Suite au passage du géomètre, par courrier du 26 avril 2024, l'exploitant a transmis un plan d'extraction pour l'année 2023. Sur ce plan y figure les surfaces décapées. Elles représentent 1.6 ha donc inférieur à 2 ha et elles sont limitées aux travaux d'exploitation du site. L'exploitant respecte les prescriptions de cet article.

**Constats : pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Extraction

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 2.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Extraction

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 2.3.4.1. Extraction à sec Le carreau de la carrière a pour cote minimale 85 m NGF.

Article 2.3.4.2. Extraction en gradins La hauteur de chaque gradin n'excède pas 5 m. La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.

**Constats :**

Pour rappel, lors de la dernière inspection effectuée le 22 novembre 2023, cette prescription a fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 29 février 2024. L'exploitant avait deux mois pour régulariser la situation et transmettre les documents. Il avait été constaté que l'extraction du site était en dessous de la cote autorisée. Sur le plan annuel, les fronts n'étaient pas matérialisés donc il était impossible à l'inspecteur de vérifier que la hauteur ne dépassait pas les 5 mètres de hauteur. Et les banquettes étaient inaccessibles et parfois la largeur de celles-ci était presque inexistante.

Par courrier du 26 avril 2024, l'exploitant a indiqué avoir procédé au nivellement du fond de carrière. Sur le plan annuel 2023. Le carreau de la carrière est au dessus de la cote minimale 85 m NGF. L'exploitant s'est équipé d'un laser pour suivre le niveau de fond de fouille et les engins de chantier affectés à la carrière sont dotés de guidage 2D ou 3D. Puis l'exploitant indique également que les bornes de nivellement permettent de vérifier qu'ils exploitent à la cote autorisée.

<p>Lors du levé topographique, les gradins n'étaient pas tous remis en forme. Mais le jour de l'inspection, l'exploitant a transmis un tableau du suivi des hauteurs de front. Le jour de l'inspection les gradins étaient accessibles.</p> <p><b>Constats : Compte tenu des actions entreprises par l'exploitant, l'inspection a constaté le respect de la prescription de cet article en réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 29 février 2024.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>/</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

**N° 8 : Remise en état coordonnée**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 2.4.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état coordonnée</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La remise en état doit être coordonnée à l'exploitation conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. L'exploitation de la phase n + 2 ne peut débuter que si la phase (n) est remise en état. L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet. La surface dérangée (égale à la somme des surfaces en cours d'extraction, des surfaces décapées et des surfaces non remises en état) de la carrière est inférieure à 3,5 ha.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la dernière inspection, n'ayant pas les surfaces S1, S2 et S3, il était impossible lors de la visite du site de vérifier que la surface dérangée de la carrière était inférieure à 3,5 ha.</p> <p>Par courrier du 26 avril, l'exploitant a transmis le plan annuel d'extraction établi en ce début d'année, qui fait apparaître les surfaces S1, S2 et S3. Au moment du relevé topographique, la surface est légèrement supérieure à 3,5 hectares. Sur une période quinquennale, il est indiqué dans le dossier de renouvellement de Géoscop (17/14.13 - Document N°4 pages 56) qu'il est possible d'aller jusqu'à 3,8 hectares. En janvier 2024, le géomètre a noté une surface de 3,76 hectares. Au vu de l'avancement des travaux début 2024 et de la réduction de la surface S1, cette surface est en dessous des 3,5 hectares. Cette partie sera de nouveau vérifiée lors de la prochaine inspection.</p> <p><b>Constats : pas d'écart constaté</b></p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Entretien des engins**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 7.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien des engins
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le petit entretien des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche équipée d'un avaloir à grille et reliée à un séparateur d'hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
<b>Constats :</b>  Suite à la dernière inspection, une réfection complète de l'aire étanche en béton a été mise en place à l'entrée du site. Cette aire étanche est équipée d'un avaloir à grille et reliée à un séparateur d'hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. L'exploitant a mis en place un panneau et a nettoyé le terrain autour de cette aire. Puis l'entreprise Agréée OSIS est intervenue le 24 janvier 2024 pour le nettoyage et le pompage du séparateur d'hydrocarbure. L'exploitant a présenté en inspection le bordereau de suivi de déchets. <b>Constats : pas d'écart constaté</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Rejet des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 9.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b>

- lors de la visite d'inspection du 22/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Mesure de la concentration des eaux pluviales rejetées dans le Ruisseau de Bonnouche (point de rejet N°1 sous l'article 4.3.5).

VOIR AP

Les mesures sont réalisées 2 fois par an par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Pour que le prélèvement puisse avoir lieu, l'exploitant prend les dispositions pour le faire réaliser lors d'épisodes pluvieux significatifs.

**Constats :**

L'exploitant a présenté les derniers résultats d'analyses de décembre 2023 réalisées par l'entreprise Suez et les résultats d'analyses de 2024 réalisées par l'entreprise Eurofins. L'exploitant veillera pour les prochains prélèvements à ce que les points de contrôle soient bien identifiés sur les rapports de contrôle.

**Constats : pas d'écart constaté**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

/

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Auto surveillance des eaux souterraines**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 9.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Auto surveillance des eaux souterraines

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant conserve le réseau existant de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué de trois piézomètres, un en amont et deux en aval hydraulique. Les coordonnées Lambert II étendu des 3 piézomètres sont les suivantes :

PZ1 (amont) : X= 485,456 km Y = 2 322, 301 km

PZ2 (aval) : X = 485,596 km Y = 2 322 512 km

PZ3 (aval) : X = 485,769 km Y = 2 322 373 km

Les piézomètres sont repérés sur un plan annexé au présent arrêté.

En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un

<p>prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement. Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants : VOIR AP</p> <p>Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement. Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...). Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la dernière inspection, par courrier du 26 avril 2024, l'exploitant a transmis les différents prélèvements effectués par la société SUEZ au cours de ces 2 dernières années. Ces prélèvements sont accompagnés du sens de l'écoulement de l'eau. Cependant, l'exploitant n'est pas convaincu de celui-ci et pense qu'il est parallèle au ruisseau « le Bonnouche ». Actuellement, l'exploitant a mandaté l'entreprise GEOSCOP pour étudier et déterminer le sens de l'écoulement de l'eau. L'exploitant reviendra vers la DREAL/UiD 37-41 en cas de résultat différent.</p> <p><b>Constats : pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>/</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Auto surveillance des niveaux sonores**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 9.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des niveaux sonores</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté puis périodiquement, au minimum tous les trois ans, et dès lors que les circonstances l'exigent, (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées). Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont</p>

effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

**Constats :**

Suite à la dernière inspection, SAS LAMBERT TTP a sollicité la société OUEST ACOUSTIQUE pour réaliser un contrôle des niveaux sonores émis dans l'environnement en limite de propriété de sa carrière La Lorrière, implantée à SAVIGNY-SUR-BRAYE (41), ainsi qu'en limite de propriété des riverains les plus proches. Les mesures ont été effectuées le 13 mars 2024 en période d'activité de la carrière, les conclusions de cette étude sont les suivantes :

Les niveaux sonores mesurés en limite de propriété du site, en période diurne sont CONFORMES aux niveaux sonores limites fixées par la réglementation applicable,

Les émergences sonores calculées en ZER sont CONFORMES à la valeur maximale admissible,

Absence de tonalités marquées.

**Constats : pas d'écart constaté**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

/

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Suivi annuel d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/06/2019, article Article 9.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de

découvertes,

- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le positionnement des fronts,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus- nommé. Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

**Constats :**

Suite à l'inspection, par courrier du 26 avril 2024, l'exploitant a transmis un plan annuel 2023 d'extraction établi par un géomètre. Afin d'avoir l'ensemble des éléments et que le plan soit exploitable pour l'exploitant, le géomètre a établi deux plans. Par ailleurs, l'exploitant a également transmis à l'UID 37-41, un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau, etc), et tous les faits marquants de l'exploitation.

L'inspection a rappelé que ce plan annuel et le rapport d'exploitation doivent être transmis à l'inspection des installations classées tous les ans avant le 1er février .

**Constats : pas d'écart constaté**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

/

**Type de suites proposées : Sans suite**